

Front national, l'imposture sociale.

La « dédiabolisation » engagée par Marine Le Pen s'accompagne d'une défense des « petits », des « obscurs » et d'un monde du travail respirant bon l'effort, la virilité et la sueur. Un pseudo social et une authentique imposture.

Il ne faut s'attacher que légèrement aux programmes du FN, tant leurs propositions, leur cohérence, sont opportunistes. Tout y voisine avec son contraire, l'essentiel étant de plaire au plus grand nombre. Ainsi quelques mois après avoir fustigé les organisations syndicales et traité d'émeutiers les manifestants qui contestaient la réforme gouvernementale des retraites, Marine Le Pen défend avec véhémence les retraites, l'emploi, le pouvoir d'achat et proteste contre le chômage, la détresse sociale. Elle met en avant une panacée protectionniste avec taxation aux frontières, la taxation des stock-options et la restauration des frontières face à la mondialisation. La défense du travail est donc toujours alignée sur une grille de lecture xénophobe. L'ennemi - immigré profiteur, musulman intégriste, américain impérialiste, eurocrate- a toujours une figure d'étranger.

Sous un nouveau discours, l'obsession demeure essentiellement nationaliste. Loin de vouloir – comme le souhaitent les alter mondialistes - une autre conduite de la mondialisation, le Front reste fidèle à l'antienne d'un produire français, avec des Français, dans des entreprises françaises. Le propos n'est pas de construire une France plus solidaire mais de défendre une vision qui combine à la fois libéralisme économique et autoritarisme étatique, telle qu'évoquée par Jean-Richard Sulze, économiste et conseiller régional FN dans le Nord-Pas-de-Calais: «*liberté du commerce et de l'industrie à l'intérieur du pays, garantie par un Etat gendarme, qui lui-même sera plus protecteur vis-à-vis de l'extérieur* » (revue *Challenges*).

Cette vision régalienne forte vieille caractéristique des mouvements fascisants, s'accorde d'un discours de défense des services publics, pourtant traditionnellement dénoncés, comme d'ailleurs les fonctionnaires, comme budgétivores. Elle instrumentalise de même la République et la laïcité, au service de campagnes « anti musulmanes ». Un amalgame de xénophobie, d'immigration, d'insécurité et d'islamisme qui permet à Marine Le Pen de déclarer en février 2011, que « *l'élection présidentielle de 2012 sera un vote de civilisation plus qu'un simple choix politique* ». Cette conversion récente au républicanisme permet de fait, avec le « patriotisme économique », d'évacuer les contradictions de classe au profit d'un « ni droite ni gauche », pour se recentrer sur la Nation agressée par une « civilisation ennemie »...

Au plan économique, cette obsession xénophobe se traduit par trois thématiques: sortie de l'euro, protectionnisme accru, préférence nationale. Autant dire que la cause profonde des difficultés économiques, la dévalorisation constante du travail au profit des détenteurs de capitaux, est purement évacuée. Précarité, bas salaires, inégalités de tous ordres sont donc attribués à des facteurs exogènes dont il suffirait de se débarrasser pour renouer avec un marché national véritable âge d'or. Ces propositions ne feraient qu'en alourdir le poids sur les épaules des travailleurs. La sortie de l'euro au bénéfice d'un franc dévalué afin de regagner des marges économiques ? Une telle « *dévaluation compétitive* », supposée améliorer la « *compétitivité-prix* » des produits français entraînerait en fait une cascade d'effets pervers. Le premier étant de dévaluer la valeur de la force de travail. Il faut se souvenir que les dévaluations successives des années antérieures à l'introduction de l'euro n'ont jamais empêché le chômage d'augmenter et les employeurs de fermer telle ou telle entreprise. Elle conduirait ensuite automatiquement à une hausse des prix, obérant surtout le pouvoir d'achat des salariés, des privés d'emploi et des retraités. Une dévaluation de 20 à 25% signifie une

baisse d'au moins autant du pouvoir d'achat. Enfin, le poids de la dette publique, dont les deux tiers sont détenus par les « *non-résidents* », c'est-à-dire par des sociétés et des individus installés juridiquement à l'étranger en serait fortement alourdi.

Idem pour un protectionnisme accru. La mise en place de contingents d'importation et le rétablissement de droits de douane entraînerait quasi automatiquement des représailles de la part des partenaires économiques de la France. Or, les exportations comptent pour environ un quart de la production nationale. Inversement, un quart de ce que l'on consomme en France provient de l'étranger, soit pour la consommation directe des ménages, soit sous forme de matières premières et de produits intermédiaires utilisés par les entreprises. L'instauration de quotas d'importation conduirait vraisemblablement les autres pays à riposter, enclenchant un processus de pertes d'activité et de hausse des prix corrélatives à l'instauration des droits de douane.

La « préférence nationale », enfin, constituerait une véritable catastrophe économique, sociale et démocratique. Pour le Front National, la politique d'immigration française équivaut à 40 milliards d'euros par an. Il suffirait donc de renvoyer les étrangers chez eux et de dépenser cet argent « utilement ». Indépendamment de la dimension totalement inhumaine et quasi infaisable d'une telle opération, elle est aberrante au plan économique. L'apport de l'immigration est indispensable au fonctionnement de l'économie française. Ces travailleurs ne se substituent pas aux travailleurs français ; leur « disparition » entraînerait un surcroît de tensions sur le marché de l'emploi et alimenterait le travail au noir, et donc l'immigration illégale. A quoi il faut rappeler que les travailleurs immigrés apportent plus aux caisses de l'Etat et de la Sécurité sociale qu'ils en reçoivent. Enfin, cette « chasse à l'étranger » l'histoire l'a démontré, vise toujours davantage les plus faibles, qu'ils soient ou non nationaux. Lorsqu'on vit de son travail, on finit toujours par se retrouver l'étranger de quelqu'un.